



Bernard AUBRY
Jean-Alain HERAUD
27 mai 2024



L'évolution de l'image de l'Europe dans les opinions publiques : un message d'espoir

1. Avant-propos

Il n'aura échappé à personne (enfin... nous l'espérons) que des élections auront lieu, entre le 6 et le 9 juin 2024, afin de désigner les 720 députés qui siégeront au Parlement européen pour cinq ans. C'est le 9 juin que la France élira ses 81 députés. A travers les médias se diffusent souvent des informations pessimistes sur le degré de mobilisation des citoyens pour cette échéance électorale pourtant cruciale. Les commentaires publics soulignent sans doute plus que de raison la tiédeur voire l'hostilité de beaucoup de gens vis-à-vis de l'Europe telle qu'elle s'incarne dans l'Union Européenne, avec ses trois composantes institutionnelles que sont le Parlement, le Conseil et la Commission.

Il est vrai que la part croissante du vote d'extrême droite dans beaucoup de pays est un fait objectif - dont témoignent les élections nationales ou les sondages - qui ne traduit pas une

évolution positive de l'image l'Europe chez les électeurs. Les partis d'extrême-gauche prennent aussi parfois des positions très eurosceptiques (voir LFI en France). Dans le passé récent, le Brexit a clairement démontré que le processus de « construction européenne » n'est pas irréversible. La position illibérale de quelques pays européens est aussi une forme de gifle au visage de l'Europe démocratique telle qu'elle s'est définie dans les décennies qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, les valeurs européennes sont aussi de plus en plus battues en brèche dans le monde, comme cela se précise depuis les événements récents en marge de la guerre déclenchée par la Russie, avec une forme de coalition de dictatures hostiles à l'Europe.

Mais qu'en est-il exactement des enquêtes d'opinion aujourd'hui et depuis quelques années ? Peut-on y trouver des informations objectives qui nous renseignent sur l'image de l'Europe et son évolution à la fois dans les pays membres de l'UE et ailleurs dans le monde ? Traditionnellement on peut se référer à l'Eurobaromètre¹. Mais il nous a semblé plus intéressant, pour faire les comparaisons souhaitées, d'utiliser dans cette note les travaux du *Pew Institute*². Nous pouvons justifier ce choix en soulignant l'intérêt d'un point d'observation extérieur à l'Europe et indépendant de nos institutions.

2. Le dossier du Pew Institute en octobre 2023

Sous la plume de Sneha Gubbala, le Pew Institute a publié un document *Short Reads* le 24 octobre 2023 intitulé *People broadly view the EU favorably, both in member states and elsewhere*. (<https://www.pewresearch.org/short-reads/2023/10/24/people-broadly-view-the-eu-favorably-both-in-member-states-and-elsewhere/>).

L'étude a été menée au printemps 2023 sur 24 pays. L'opinion médiane concernant l'image de l'Europe est à **66%** positive, soit 69% pour les habitants de l'UE et 61% dans le reste du monde. La Figure 1 ci-dessous est extraite de ce dossier:

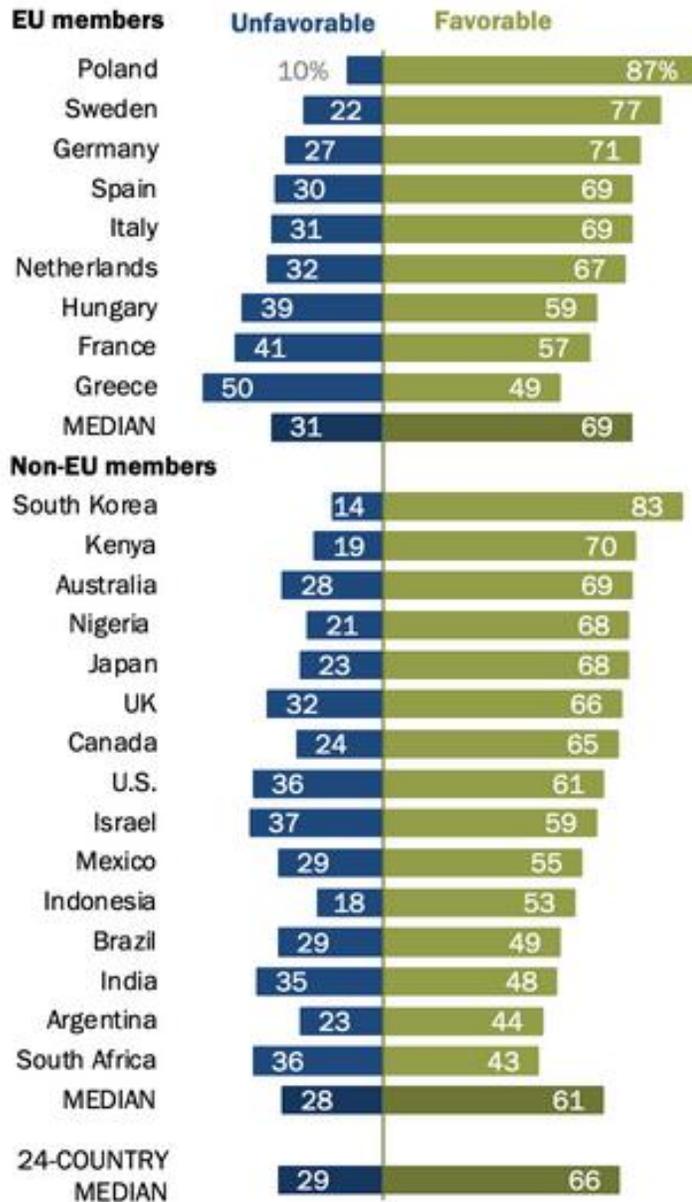
¹ Eurobaromètre, sondages d'opinion du Parlement Européen : <https://www.europarl.europa.eu/at-your-service/fr/be-heard/eurobarometer>

² Le Pew Research Center est un centre de recherche américain qui fournit des statistiques et des informations sociales obtenues par sondage d'opinion et analyse de contenus. Son siège social est à Washington, D.C. et ses activités sont financées par le *Pew Charitable Trusts* <https://www.pewresearch.org/>

Figure 1 - Principaux résultats de l'enquête de 2023

Most people – especially those in EU member states – see the EU positively

% who have a(n) ___ opinion of the European Union



Note: Those who did not answer are not shown.
 Source: Spring 2023 Global Attitudes Survey, Q3c.

PEW RESEARCH CENTER

On peut faire les constatations suivantes concernant les pays membres de l'UE :

- la **France** apparaît avec la Grèce comme un pays particulièrement eurosceptique, mais on trouve quand même 57% d'opinions favorables.
- La **Pologne**, dont on connaît le sentiment « illibéral » d'une grande partie de la population et de ses représentants, plafonne à 87% d'opinions favorables ! Et le changement de gouvernement en décembre 2023 en faveur de l'europhile et libéral Donald Tusk est un témoignage important de l'attachement du pays à l'Europe telle qu'elle s'est construite à l'Ouest depuis la fin de la seconde guerre mondiale.
- La **Hongrie**, contrairement à toute attente au regard de la politique isolationniste de son gouvernement au sein de l'UE, fait légèrement mieux que la France dans le sondage : un peu plus d'opinions favorables et un peu moins de défavorables à l'Europe. Certes, on peut se poser la question de la signification des réponses à une même question dans des contextes culturels très différents, mais le fait est que les Hongrois sondés ne paraissent pas aussi anti-européens que leur vote en faveur du Fidesz (Union civique hongroise) de Viktor Orban a semblé le montrer jusqu'à présent. Au minimum il y a là un grand paradoxe³.

Malgré le Brexit, le **Royaume-Uni** affiche 66% d'opinions favorables et 32% défavorables, soit à peu près les mêmes valeurs que les Pays-Bas.

Dans le **reste du monde**, on constate que plusieurs pays importants ont une image de l'Europe supérieure ou comparable à celle qu'ont les habitants de l'EU eux-mêmes (69%): en extrême orient, la Corée du Sud (83%) et le Japon (68%) ; en Afrique, le Kenya (70%) et le Nigéria (68%) ; en Australie (69%). Les seuls pays assez partagés dans cet échantillon du Pew Institute sont l'Afrique du Sud (43% favorable et 36% défavorable) et l'Inde (48% et 35%), deux pays très différents mais représentatifs du « Sud global » qui conteste le

³ La position de Viktor Orban n'est pas assurée pour toujours, comme le montrent les grosses manifestations d'avril dernier en faveur d'un opposant. Le régime illibéral a créé des obstacles institutionnels à un retour en arrière, mais le vent peut vite tourner comme on l'a vu en Pologne. Pour ne prendre qu'un exemple de la spécificité culturelle hongroise, l'inclination pro-russe, en rupture avec le sentiment dominant dans le reste de l'UE, reste prégnante dans une partie de la société hongroise, mais l'opinion médiane plutôt favorable à l'Europe dans le sondage prouve que les Hongrois, sur d'autres aspects, se sentent quand même solidaires du continent. La scène politique hongroise est aussi très complexe : le Pew Institute indique que les supporters de Jobbik, un autre parti au départ plus à droite que Fidesz, sont maintenant beaucoup plus pro-européens.

néocolonialisme réel ou supposé du monde européen et ressent particulièrement un besoin de revanche historique.

Les données du Pew Institute, grâce à la régularité des sondages, permettent de faire des comparaisons temporelles. Nous avons choisi de comparer les années 2019 et 2023 qui encadrent la séquence de crises Covid/Ukraine. Signalons qu'entre temps l'Institut n'a pas pu réaliser ses sondages dans plusieurs pays importants du Sud.

Dans les analyses qui suivent, nous distinguerons trois zones dans le monde : l'UE elle-même ; le reste des pays développés de l'OCDE que l'on peut classer dans le « Nord » au sens géopolitique⁴ ; les pays du « Sud ».

3. Evolution de l'image de l'Europe entre 2019 et 2023 : pays membres de l'UE

On constate sur la Figure 2 plus bas que le pourcentage d'opinions favorables est en augmentation dans tous les pays de cet échantillon de l'UE, sauf en Hongrie et en Grèce. Le redressement est assez fort en Italie et en France.

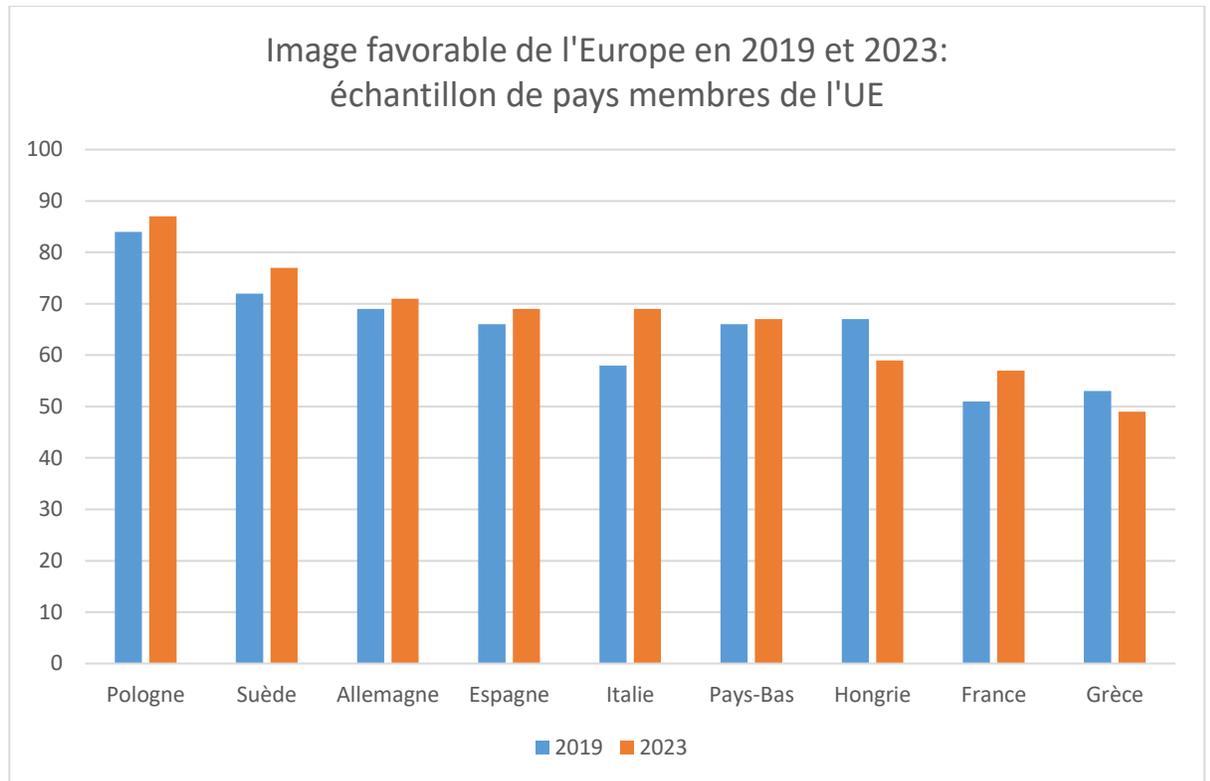
La Pologne confirme son attachement à l'Europe. L'agression russe à ses frontières n'y est sans doute pas pour rien, et la victoire électorale du libéral Donald Tusk, l'élu des villes et des jeunes, marque aussi un changement d'ère sur le plan social et culturel.

L'opinion n'a guère changé aux Pays-Bas bien que la droite populiste se soit de plus en plus affirmée.

Il est intéressant de dire un mot des « sans opinion ». On remarque que la somme des réponses favorables et défavorables est toujours proche de 100%. Par exemple, en 2019, le pourcentage des sondés qui n'expriment aucune opinion en Europe de l'ouest va de 1% (comme en France, en Espagne ou en Suède) à 4% (Italie). A l'est, les indécis sont légèrement plus nombreux, mais le maximum ne dépasse pas 8% (Hongrie). A titre de comparaison, aux Etats-Unis les indécis atteignent 21% et au Mexique 35%. Il est rassurant de constater que les Européens ont une opinion tranchée sur l'Europe.

⁴ Rappelons que le Royaume-Uni fait partie de cette zone depuis le Brexit.

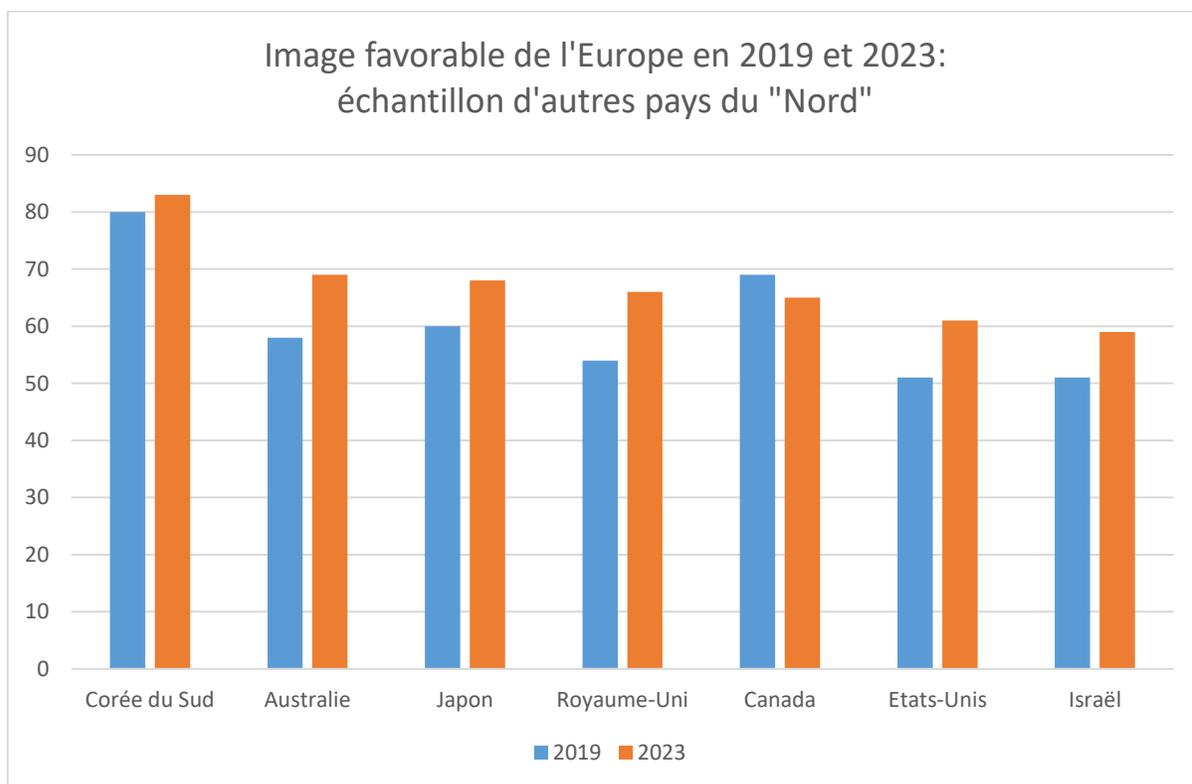
Figure 2 – Evolution de l’opinion des Européens



4. Evolution de l’image de l’Europe entre 2019 et 2023 : autres pays du « Nord »

Les 7 pays étudiés ici sont des pays de l’OCDE que l’on peut considérer comme représentatifs du « Nord ». L’échantillon comprend le Royaume-Uni qui est bien entendu un cas particulièrement intéressant à observer en raison du Brexit. On trouvera aussi des pays géographiquement éloignés comme la Corée du Sud et l’Australie. Voir Figure 3 ci-dessous.

Figure 3 – Evolution de l’opinion des pays du « Nord » hors UE



Le score de la Corée est tout à fait remarquable, avec un passage de 80% à 83% d’opinions favorables (les « sans opinion » sont peu nombreux aussi : de l’ordre de 8%). Seul le Canada a un peu réduit son appréciation positive pour le vieux continent, ce qui est peut-être lié aux différends dans les négociations commerciales. L’image de l’Europe s’est en revanche améliorée aux Etats-Unis.

Fait notable, le Royaume-Uni post Brexit a beaucoup augmenté le pourcentage des perceptions positives (et les non-réponses sont très faibles, de l’ordre de 2%). Une autre expertise, celle de Jean-François Drevet dans *Futuribles*⁵, confirme que « Depuis le Brexit, il

⁵ Jean-François Drevet, « Le Parlement européen et les Français », *Futuribles* N°460 (mai-juin 2024), 93-100.

semble donc que les adversaires de l'appartenance à l'UE et à l'Union monétaire soient devenus ou redevenus très minoritaires » (op. cit. p. 99). Ce constat est valable des deux côtés de la Manche.

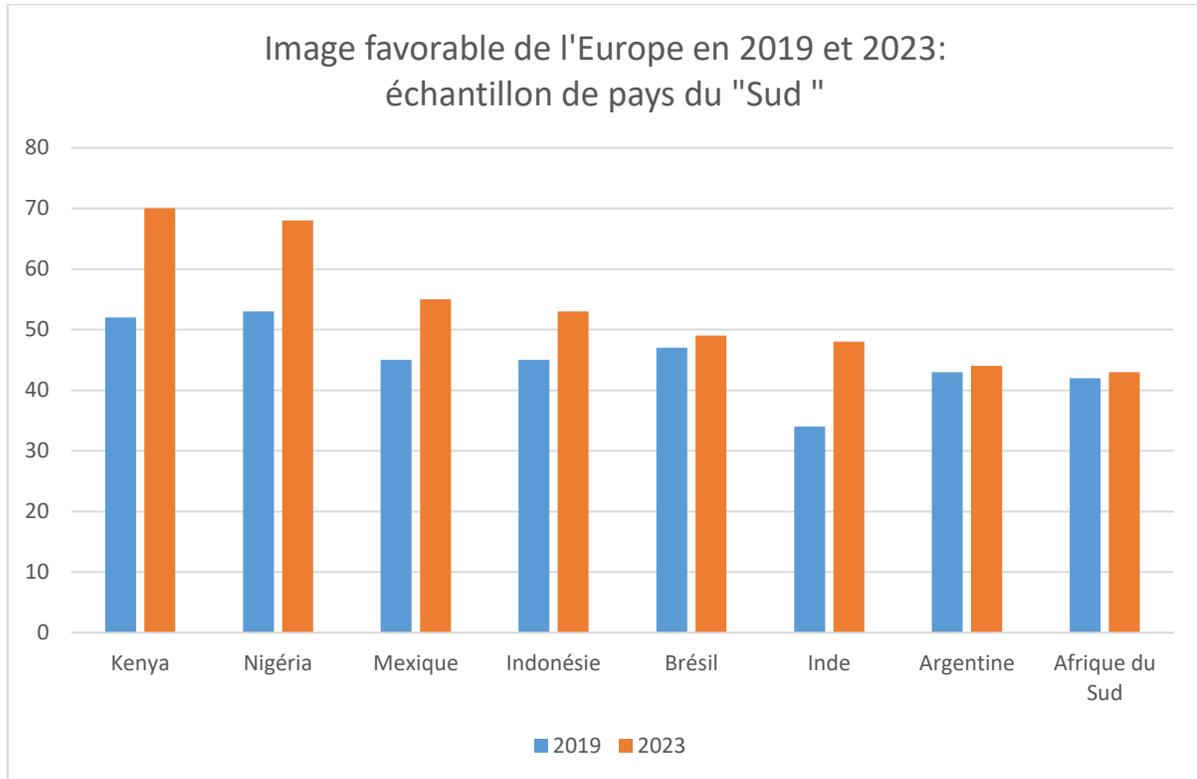
5. Evolution de l'image de l'Europe entre 2019 et 2023 dans des pays du « Sud »

Partout dans cet échantillon on observe une amélioration de l'image de l'Europe (voir Figure 4 plus bas), alors même que les événements géopolitiques de ces dernières années ont progressivement amené à la constitution d'une sorte de front des pays du « Sud global ». Il est remarquable à ce propos que l'Afrique du Sud n'ait pas baissé son score d'opinions favorables⁶. L'évolution de l'Inde est également très intéressante, puisqu'elle se rapproche de la barre des 50%.

La variété des pays de l'échantillon montre que la tendance lourde à l'amélioration de l'image de l'Europe par-delà les crises récentes est un fait très robuste. On aurait pu croire que certains pays au moins aient été affectés dans leur appréciation de notre vieux continent par des péripéties comme celles liées à la pandémie (problèmes de distribution des vaccins) ou à la guerre en Ukraine (positions tiers-mondistes recyclées en sentiment pro-russe). Ou bien encore que l'affaiblissement relatif de l'économie européenne et de sa puissance stratégique face à l'Amérique et à la Chine donnent une impression de *has been*. Cela ne semble pas être le cas.

⁶ Elle l'a peut-être fait depuis le déclenchement de la guerre Israélo-palestinienne.

Figure 4 – Evolution de l’opinion des pays du « Sud »



6. Questions de méthode

Dans cette note, nous nous sommes fondés sur les sondages du *Pew Institute*. Nous avons justifié ce choix par le point de vue relativement extérieur de cette institution non gouvernementale et à but non lucratif dont le siège est à Washington. Ses méthodes de travail sont sérieuses, sans être totalement parfaites. Les enquêtes sont téléphoniques sur des échantillons de taille raisonnable, beaucoup de pays sont couverts, et les publications répétées autorisent un suivi de long terme. Bien entendu, il reste des problèmes méthodologiques comme de donner des résultats médians sur des ensembles très hétérogènes – par exemple l’opinion médiane sur le sous-ensemble de l’échantillon de pays du Sud choisi dans la note du *Pew Institute*.

Ces choix ne visent pas l'exhaustivité, mais permettent de se focaliser sur des contextes nationaux adaptés aux comparaisons que l'on souhaite faire et de donner des résultats relativement pertinents. Les sondages sont plus parlants et surtout plus comparables entre pays libres et non soumis à une pression immédiate majeure comme la Russie ou l'Ukraine. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas donné d'information sur des pays pourtant sondés - mais pas toujours de manière régulière.

Une limitation concernant les comparaisons internationales est le fait que les pays ont des taux de réponse variables. Comme nous l'avons vu il y a peu de non-réponses dans les pays les plus avancés et surtout en Europe, mais si l'on prend l'exemple de l'Argentine, on constate un tiers d'avis non exprimés. Dans ces conditions, n'est-ce pas l'ensemble des résultats qui doit être considéré avec prudence, car les personnes sondées n'ont sans doute pas dans leur ensemble une idée très précise de la réalité de notre continent, ni des enjeux de la construction européenne. Les Argentins sont peut-être surtout marqués par un aspect spécifique de la politique européenne comme les négociations internationales sur la viande ou les céréales. Le résultat des sondages suggère au contraire que les Coréens se sentent fortement impliqués par les événements qui concernent l'Europe.

7. Conclusion : un scrutin déroutant, notamment en France

Comme le constate Jean-François Drevet dans l'article récent déjà cité, « *après une décennie d'euroscepticisme marquée par des débats houleux sur l'appartenance à l'UE, les enjeux sont mieux perçus en France* ». La proportion des Français qui estiment que l'appartenance à l'UE présente plus d'inconvénients que d'avantage est tombée à 22% selon l'enquête *Elabe* réalisée en janvier 2024 (citée par J-F Drevet).

Cette conclusion optimiste, qui complète notre analyse de l'image de l'Europe dans les sondages, n'enlève rien à l'inquiétude que l'on peut ressentir avant le scrutin du 9 juin, particulièrement en France où un parti historiquement anti-européen va arriver très largement en tête des suffrages. Ce scrutin souffre de nombreux maux et révèle des dysfonctionnements démocratiques graves :

- La baisse de participation dans la plupart des scrutins révèle un désintérêt croissant pour la chose publique, du moins telle qu'elle s'exprime dans les institutions actuelles.
- La très mauvaise image des responsables politiques dans l'opinion publique et la mise en cause de l'organisation démocratique de base pour la construction du débat public

qu'est le *parti*. L'anti-parlementarisme est une vieille tradition en France ; elle mène ici à l'euro-scepticisme.

- Le brouillage informationnel alimenté par les *fake news* ou simplement l'usage croissant de narratifs non prouvés à la place d'une information construite avec rigueur (apanage de la science comme du journalisme sérieux).
- Un *analphabétisme* croissant concernant les institutions. Beaucoup de gens mélangent les pouvoirs, par exemple concernant les rôles du Parlement européen, de la Commission et du Conseil (en croyant par exemple que c'est Ursula von der Leyen qui décide de tout !). En particulier ils n'ont pas compris que le Parlement a pris beaucoup d'importance en quelques décennies. Et surtout ils ne comprennent pas la différence profonde de fonctionnement entre le Parlement européen (avec son système de coalitions) et la Chambre des députés en France. Or le système parlementaire français est très particulier et adapté à un régime où l'exécutif est surpuissant pour une démocratie occidentale. Au niveau européen, les partis extrêmes qui sont influents dans leur pays peuvent se retrouver en situation de faiblesse car rejetés par les coalitions.
- L'attitude (dont les médias sont largement responsables) qui consiste à interpréter une élection européenne comme un *mid-term* présidentiel national.

Par ailleurs, les sondages électoraux ne traduisent pas la même réalité que les scrutins. Le contexte n'étant pas le même, les gens n'interprètent pas les questions de la même manière. A des mots identiques ils associent des représentations mentales différentes. D'où la difficulté d'anticiper les votes avec des sondages électoraux. Les sondages d'opinion thématiques sont encore plus éloignés de la réalité électorale, car les partis ne sont pas homogènes (univoques) vis-à-vis des grands enjeux et ils peuvent évoluer dans leurs appréciations⁷. Tout cela fait que les résultats de l'élection restent incertains. Même en partant de l'hypothèse que les partis nationalistes/populistes deviennent majoritaires ou en tout cas très influents, on ne connaît pas les conséquences que cela aura sur la politique européenne.

Comme le mécanisme des coalitions au Parlement européen n'a rien à voir avec la vie parlementaire française, les électeurs populistes n'ont guère de vision de ce qui va réellement se passer après l'élection. La faible assiduité de leurs élus a souvent été pointée et cela constitue déjà un véritable handicap : à Strasbourg, la présence physique au vote est

⁷ Les partis populistes ont le vent en poupe en France comme ailleurs en Europe, mais eux-mêmes ont singulièrement évolué sur des thèmes comme le rejet de l'Euro, voire la sortie de l'UE. De plus, une fois leurs députés élus, la capacité de ces derniers à bloquer les institutions et influencer les politiques sera finalement faible car ils seront divisés. On l'a vu récemment, pour des raisons variées, avec les oppositions entre le FN en France, l'AfD en Allemagne et le parti italien de Giorgia Meloni.

indispensable et divers mécanismes institutionnels donnent un avantage aux assidus. Au total, il est très regrettable pour la France que tant d'acteurs (et pas seulement les populistes) instrumentalisent l'élection européenne pour régler des comptes nationaux, mais ce n'est pas forcément cela qui va affaiblir l'Europe en soi.

Cela dit, le scrutin du 9 juin devrait être pris très au sérieux par les citoyens car l'Europe est de plus en plus le niveau où se prennent des décisions essentielles pour notre vie : environnement et climat, développement économique, défense, santé publique, recherche... Qu'on aime ou pas la démocratie représentative et l'Europe, c'est au Parlement européen que beaucoup de grands enjeux contemporains seront traités. Et ils ne seront pas forcément aussi mal traités que le clament les populistes. Il est malheureux que l'Europe ne soit jamais vraiment créditée de ses succès, car il y en a beaucoup !
